

CHAQUE JOUR SA PEINE

BRÈVES POLITIQUES & ESQUISSE D'UNE ATMOSPHÈRE FRANÇAISE DU MOIS PASSÉ

1 AOÛT
Coronavirus: l'OMS prévoit une épidémie « très longue », quelles en seront les conséquences Sociales ? Politiques et environnementales ? — La France et l'Italie vont créer une brigade à leur frontière pour lutter contre les filières de passagers qui y font transiter les migranz, a annoncé vendredi Gérard Darmanin.

2 AOÛT
Le Premier ministre français a appelé ses concitoyens et les services de l'État à « ne pas baisser la garde » face à une résurgence du Covid-19, afin d'éviter « un reconfinement généralisé ».

3 AOÛT
Corse (20). Un marronnier, planté en hommage à Anne Franck vandalisé, l'enquête ne permet pas de déterminer le caractère antisémite ou non de l'acte — Nice (06) impose le masque en extérieur, des messages prévus par hauts-parleurs

4 AOÛT
Le campement d'une centaine de mineurs étrangers non accompagnés qui se trouvait dans le XI^e arrondissement de Paris (75) a été évacué mardi matin. La Ville leur a promis l'attribution d'un bâtiment qui appartient à la mairie de Paris, et qui sera transformé en mini-centre d'hébergement — Après sept années de procédure, Gérard Trémège a été ratrapé par la patrouille. Le maire LR de Tarbes (65) a été condamné par le tribunal correctionnel de sa ville à payer une amende de trente cinq mille euros pour ne pas avoir payé les cotisations sociales liées à son activité de commissaire aux comptes, entre 2010 et 2012 — Violence policière à Gorbella, quartier de Nice (06) : un jeune homme est interpellé dans un commerce par trois policiers qui n'hésitent pas à user de leurs arsenal, un témoin relate les événements « Les policiers sont entrés dans le commerce, où des enfants étaient présents pour acheter des sucreries. Là, ils usent une nouvelle fois de gaz lacrymogènes, à l'intérieur même du commerce, touchant alors le commerçant et quelques clients, âgés de douze ans tout au plus... » Le jeune homme poursuivi par la police est alors brutalement interpellé. « Une fois entré dans le commerce, ils se jettent littéralement sur lui, lui donnant coup de poing à la tête et écrasant ses jambes. J'ai ouvert les yeux tant bien que mal, et j'ai protégé la tête du jeune homme avec mes bras, mais un des policiers m'a repoussé. ».

5 AOÛT
Sur Médiapart, Malik Allam, 28 ans, adjoint de sécurité démissionnaire en Normandie relate son expérience en décrivant son métier comme « perverti par les dérives racistes ».

6 AOÛT
En visite à Beyrouth après l'explosion dévastatrice survenue deux jours plus tôt, le président français a appelé jeudi à un « profond changement » de la part des dirigeants libanais. Ce discours décrit comme signe d'ingérence de nombreux commentateurs semble avoir été perçu de la même manière par le président libanais, Michel Aoun, qui dans ce qui paraît être une réponse à la visite de son homologue français déclare : « Ce n'est pas sous le mandat de Michel Aoun que l'on touchera à la souveraineté libanaise » — Le niveau de pluviométrie enregistré ce mois de juillet est le plus bas depuis 1959. De nombreuses exploitations agricoles sont en difficulté. Face à cet assèchement après plusieurs étés déjà très secs, la piste des retenues d'eau lancée par le ministre de l'agriculture ne convainc pas — Un arrêté municipal contraint au port du masque dans les rues du centre-ville de Nice (06), sous peine d'une amende de trente cinq euros. Le tribunal administratif a rejeté la requête d'un citoyen qui contestait sa légalité.

7 AOÛT
le conseil constitutionnel a censuré la quasi-totalité de la loi instaurant « des mesures de sûreté pour les infractions terroristes », trois articles sur quatre ayant été déclarés contraires à la Constitution. Ce texte, émanant du groupe LREM de l'Assemblée et définitivement adopté le 27 juillet dernier, prévoyait que la justice puisse soumettre les personnes condamnées à plus de cinq ans de prison pour terrorisme à diverses obligations et interdictions, après la fin de leur peine. C'est-à-dire au moment où, en principe, un condamné recouvre la liberté — La Mosquée Omar de Bron (Rhône) près de Lyon (69) a été incendié dans la nuit. Les locaux ont été en grande partie ravagés par les flammes, La piste criminelle mais surtout raciste et islamophobe est privilégiée avec la découverte de deux départs de feu.

12 AOÛT
Annoncée par Gérard Collomb en 2018 et rendue possible par la réforme de la justice du 23 mars 2019, l'amende forfaitaire de deux cent euros pour usage de stupéfiants a commencé son déploiement progressif mi-juin, d'abord dans les circonscriptions de sécurité publique de Rennes (35), Reims (51), Créteil et Boissy-Saint-Léger (94). Depuis la mi-juillet, l'expérience s'étend à des zones plus vastes : toutes les communes qui dépendent des tribunaux judiciaires de Rennes, Reims, Créteil, Lille et Marseille. La généralisation du dispositif à l'ensemble du territoire est prévue pour Septembre.

13 AOÛT
A Lyon (69), nouvelle incendie criminelle visant un lieu de culte musulman : la mosquée Essalem dans le 2^e arrondissement a été incendié. Le départ de feu à l'extérieur, ne permet aucun doutes quand au caractère prémédité de cet acte. Dont le procédé est similaire à l'attentat sur la mosquée Omar de Bron. Elle aussi victime d'une destruction par le feu, il a seulement quelques jours. Les offensives répétées de l'extrême-droite sont inquiétantes, il est temps de se mobiliser pour lutter contre ces groupuscules.

17 AOÛT
Au bord du dépôt de bilan, Europacorp, la société de Luc Besson, a bénéficié d'un plan de restructuration très favorable : la CDC a accepté de renoncer à une caution de quarante cinq millions d'euros, apportée par la holding personnelle de Luc Besson, pour la location de la Cité du cinéma à Saint-Denis (93). Longtemps aidé par Sarkozy, le producteur a aussi eu à la même époque comme banquier conseil un certain... Emmanuel Macron — Alors que se tiendra le 27 août 2020, le procès de militanz anti-chlordécone en Martinique, des actaires et collectifs de la société civile, appellent à une mobilisation le 23 août pour une « Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition ». Als exhortent à « en finir avec l'arrogance et le déni de responsabilité » de l'État français.

18 AOÛT
Pour répondre à la recrudescence du virus, le ministère du travail renforce son arsenal de protection dans les entreprises : au premier septembre, le masque deviendra dans les faits obligatoire pour tous ceux qui travaillent dans un espace partagé clos, quelle que soit la distanciation spatiale mise en œuvre.

19 AOÛT
Visé par une enquête pour corruption, prise illégale d'intérêts et favoritisme, le ministre du budget, Olivier Dussopt, a été perquisitionné, mardi 18 août, selon les informations de Médiapart. L'élu s'est fait offrir, en 2017, des œuvres d'art par un dirigeant de la Saur, l'un des leaders français du marché de l'eau.

20 AOÛT
Ainsi qu'il l'expliquait à StreetPress, devant l'inertie de sa hiérarchie à sanctionner ces violations, le brigadier-chef Amar Benmohamed, responsable de l'Unité de Transfèrement Nuit (UTN), a décidé de dénoncer, publiquement, les comportements racistes, les actes de maltraitance et les vols de certains policiers, au sein du tribunal de Paris (75). Durant plus de deux ans, ces faits se sont déroulés au dépôt du tribunal de Paris, où plus d'une centaine de cellules accueillent des personnes en attente de comparution ou d'autres déjà incarcérées. Le 28 juillet, à la suite de ces révélations, le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire pour « violences volontaires par personnes dépositaires de l'autorité publique », « injures publiques en raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race ou la religion » et « injures publiques en raison du sexe et de l'orientation sexuelle ». À la suite de ses écrits, la préfecture de police saisit l'IGPN pour mener une enquête administrative, à l'issue de laquelle, en janvier 2020, des sanctions disciplinaires, toujours à l'étude, sont proposées à l'encontre de ce lanceur d'alerte. Pourquoi préconiser des sanctions à l'encontre de celui qui dénonce de graves manquements aux règles de déontologie, des propos racistes, voire des actes de violences ? Les auteurs des délits n'ont, quant à eux, toujours pas été sanctionnés, à ce jour. L'IGPN se contentant de préconiser quelques avertissements et un conseil de discipline. L'enquête de l'IGPN que nous révélons montre pourtant bien que de nombreux policiers ont confirmé les faits dénoncés par Amar Benmohamed, même si leur hiérarchie cherche à en minimiser la portée.

21 AOÛT
Des militanz antifascistes ont été interpellés, suite à une rixe, les opposants à des membres de groupuscules fascistes dans un bar du Vieux Lyon (69), Le Big white. Selon les informations retransmises par les médias, ces « membres de l'ultra gauche » sont accusés d'avoir dégradé un bar fasciste et participé à des actes de violences durant cette rixe. Un traitement tout particuliers réservé aux militanz de l'extrême gauche quand on sait la recrudescence des actions violentes des groupuscules fascistes et le peu d'initiative pour les contrer : deux poids, deux mesures ?

24 AOÛT
Des investigations judiciaires portant sur la gestion de déchets dans la communauté de communes présidée par Jean Castex (à l'époque maire de Prades (66) dans les Pyrénées-Orientales) ont été stoppées le 6 juillet, trois jours après sa nomination aux fonctions de premier ministre. La prochaine audition devait concerner un des vice-présidents de Jean Castex, qui est aussi un membre de sa famille — Lors de son université d'été à Valence (26), Jean-Luc Mélenchon a multiplié les signes d'ouverture vis-à-vis des écologistes et du reste de la gauche. Intransigeants sur leur ligne politique, les Insoumis n'imaginent toutefois pas d'autre candidat que leur leader à la prochaine présidentielle.

25 AOÛT
Jean Castex, premier ministre, a réservé ses premières annonces de la rentrée politique au Medef en offrant au patronat ce qu'il a demandé. Baisse de l'impôt de production, prolongement d'assouplissements de normes décidés durant l'état d'urgence, absence de mesures sur l'écologie.

27 AOÛT
Le ministère de l'éducation nationale un nouveau protocole sanitaire. Ces six pages préconisent l'accueil du maximum d'élèves et n'imposent que l'obligation du port du masque par les adultes et les élèves dès l'âge de onze ans — Valeurs Actuelles, magazine conservateur fermement engagé à l'extrême-droite, publie un article «fiction» qui dépeint la députée France Insoumise Danièle Obono en esclave au XVIII^e siècle. Dans ce récit de sept pages publié jeudi par le magazine, la députée de Paris, à la peau noire, « expérimente la responsabilité des Africains dans les horreurs de l'esclavage » au XVIII^e siècle, selon la présentation qu'en fait le magazine. Des dessins de Danièle Obono, collier en fer au cou, accompagnent ce « roman de l'été ». Face à cette attaque une grande partie de la classe politique témoigne de son soutien à la députée qui pense porter plainte. Le magazine répond ainsi « il s'agit d'une fiction mettant en scène les horreurs de l'esclavage organisé par des Africains au XVIII^e siècle », « terrible vérité que les indigénistes ne veulent pas voir », l'extrême-droite nie tout racisme et en profite pour dédouaner les Européennes de la colonisation en inculquant, «dans sa fiction», les colonisateurs comme colonisateurs.

28 AOÛT
Le premier ministre a annoncé la généralisation du port du masque dans l'espace public à Paris (75), après Marseille (13) ou Nice (06). Dans les lieux peu fréquentés, le risque de transmission est pourtant infime. En imposant de manière autoritaire des mesures injustifiées, le gouvernement risque de voir grossir les réfractaires à sa politique de santé publique.

30 AOÛT
Réouverture de la chasse: La France a jusqu'au 2 octobre pour se mettre en conformité avec les exigences européennes en matière de protection des oiseaux. Sans quoi, la Cour européenne de justice s'en saisira. En réponse, le monde de la chasse martèle son credo... écolo. Bien que soutenu par le pouvoir, ce narratif bancal accroît le fossé avec les non-chasseurs.

31 AOÛT
« Valeurs Actuelles » : Le Parquet de Paris (75) ouvre une enquête pour « injures à caractère raciste » après l'article sur Danièle Obono.

IMPRIMÉ EN 300 EXEMPLAIRES MENSUELLEMENT — DISPONIBLE À PRIX LIBRE

CHAQUE JOUR SA PEINE

La **G.A.L.E** : <https://groupeantifascistelyonenvirons.com> **GUSTAVIO** : (instagram) [gustavio_](https://www.instagram.com/gustavio_) **BURN-AOÛT** : <https://editionsburnaout.fr>